

Financement des programmes établis

transfert. Qu'on ne s'y trompe pas: le programme des 6 et 5 p. 100 n'a pas contribué à ramener le taux d'inflation de 12.9 à 4 p. 100. C'est essentiellement l'œuvre de la récession. Quant à ses répercussions sur les universités et sur tous les établissements d'enseignement postsecondaire, on s'aperçoit qu'elles obtiendront une augmentation des crédits de 7 p. 100 en 1983-1984 au lieu des 11 p. 100 qu'elles auraient obtenu en vertu de l'ancienne formule. Il s'agit donc d'une perte nette de 100 millions de dollars en paiements de transfert pour les institutions postsecondaires de tout le pays, qu'il s'agisse des collèges communautaires ou des universités plus anciennes et mieux établies. Une crise s'ensuit bien sûr qui en aggrave une autre dans le domaine de l'emploi.

Voyons de plus près les répercussions qu'elle aura sur les universités et les collèges. Elle frappera très durement les bibliothèques, les laboratoires, les centres d'informatique, les centres de formation pédagogique et de recherche et de développement. Ces secteurs forment le cœur ou le pivot d'une université moderne. Une université doit en effet entretenir sa bibliothèque, la moderniser et la tenir à jour. Ses laboratoires coûtent également très cher, mais elle doit les rééquiper constamment pour la recherche. En fait de recherche et de développement, le Canada a beaucoup de retard par rapport aux grands pays du monde occidental. Il semble que nous orientons mal nos efforts. Nous parlons d'avenir, de reprise et de création d'emplois, mais nous rabattons de 100 millions par année les transferts aux universités. Pour mon parti, cela n'a pas de sens.

Tout le monde au pays, depuis les conseillers de la main-d'œuvre jusqu'aux enseignants du secondaire et aux hommes politiques, dit aux jeunes de ne pas quitter l'école, d'apprendre un métier, d'acquérir une profession, d'aller à l'université pour décrocher un diplôme. Car, statistiquement, plus longtemps on reste à l'école, et plus on a de chances d'obtenir un emploi intéressant. D'autre part, les universités sont pleines à craquer. D'un bout à l'autre du pays, elles ont dû refuser des milliers de candidats à la première année, pour l'unique raison qu'elles n'ont ni la place ni l'argent pour les former ou les instruire. Il y a quelque chose qui ne va pas du tout quand un gouvernement pousse la myopie au point de ne pas voir que l'avenir du pays dépend pour une large part des jeunes qui sortent de nos collèges et de nos universités. Je ne dis pas qu'il faille leur demander à tous le doctorat. Ce ne serait pas réaliste. Cela ne peut pas se faire. Mais quand même nous prenons du retard.

Quel impact cette coupure va-t-elle avoir sur les étudiants eux-mêmes, sur les jeunes des deux sexes qui passent sept ou huit ans de leur vie à aller à l'université pour obtenir un doctorat? Il y en a un sur dix qui est pris comme professeur par les universités. Nous supprimons à toutes fins pratiques les attachés et assistants de recherche. Ils ne pourront pas poursuivre leurs recherches, leurs études, leur formation. Mais en même temps, nous faisons venir des maîtres de conférences par centaines peut-être des autres pays, essentiellement des États-Unis et du Royaume-Uni, et quelques-uns de France également. Peut-on pousser plus loin l'imprévoyance?

Par ailleurs, nous déprécions les matières traditionnelles au niveau universitaire. Nous sommes englués dans la haute technologie. D'accord, la recherche et le développement et la haute technologie sont très importants. Il n'y a pas si longtemps, les

universités étaient les centres de la recherche et du développement. Le secteur privé comptait sur les universités pour assurer son avenir au plan de la science, de la recherche et du développement. Ce n'est plus le cas, parce que les universités ne peuvent plus se maintenir au courant de la technologie et des connaissances nouvelles. De nombreuses multinationales dont la plupart sont situées à l'étranger prennent la relève, mais de façon extrêmement limitée. Au lieu d'aller faire de la recherche dans une université, celui qui détient un doctorat en sciences pures doit trouver un emploi dans une riche multinationale pour y faire de la recherche selon le bon vouloir de cette dernière.

Qu'advient-il des matières plus traditionnelles comme les arts libéraux et les lettres, dans les universités et collèges? Abandonnons-nous les langues, la littérature, la philosophie, l'histoire et la science pure? Si c'est le cas, là encore, nous manquons totalement de prévoyance. Les ordinateurs ne nous apprendront pas à nous servir d'ordinateurs. Ils ne nous apprendront pas à prendre des décisions morales et humaines que ce soit ici ou ailleurs. Grâce aux matières dites dépassées comme la littérature, la philosophie et l'histoire nous avons au moins la chance de profiter des expériences et du savoir des grands penseurs pour essayer de mieux comprendre le présent et de prévoir l'avenir. Malheureusement, en cette ère technologique, nous croyons que la machine ou l'ordinateur penseront pour nous. Les Japonais essaient de mettre au point une cinquième génération d'ordinateurs qui pensera à notre place. Je le croirai quand je le verrai. La défense des valeurs morales publiques et privées est toujours du domaine public et privé, c'est-à-dire du ressort des hommes politiques et du gouvernement, des universités et de l'individu.

Examinons l'effet qu'aura pour les étudiants la coupure de 100 millions proposée par ce projet de loi. En ce moment, il est pour ainsi dire impossible pour les étudiants de trouver des emplois d'été suffisamment bien payés pour les faire vivre ne serait-ce que la moitié de l'année à l'université. Cela veut dire que leur endettement va encore augmenter. Ils ont de plus en plus de mal non seulement à trouver du travail pour l'été—et cela depuis quelques années—mais à obtenir maintenant des prêts et des bourses. Est-il juste de demander à nos étudiants de trimer dur pendant quatre ans, pour se retrouver à la sortie de l'université avec une dette de \$10,000 au bas mot, avant même d'avoir touché leur premier chèque de paye, à supposer même qu'ils puissent avoir ce premier chèque dans les quelques mois qui suivent leur sortie de l'université? Non ce n'est pas juste. Ce n'est pas une dette équitable. Si un étudiant désire se marier à la fin de ses études, s'acheter une maison, une voiture et une résidence secondaire, cela le regarde. Mais sortir de l'université avec une dette de \$10,000 ou de \$12,000 uniquement parce qu'on a voulu apprendre et s'instruire, c'est vraiment malheureux dans un pays riche comme le nôtre. Et cela n'aurait jamais dû se produire. Les bourses, d'accord, pour ceux qui satisfont aux conditions, qui sont motivés à l'étude et qui peuvent en profiter. Mais pourquoi obliger les étudiants à s'endetter aussi lourdement au moment où l'économie est en repli et les emplois pour ainsi dire introuvables? Ce que les étudiants peuvent trouver comme emplois d'été de nos jours, c'est mal payé.